

Union du peuple gabonais**Synopsis du conseil de cabinet
du 05 novembre 2016**

Sous la présidence de Monsieur Moukagni-Iwangou, président de l'Union du peuple gabonais (UPG), un conseil de cabinet s'est tenu à Bruxelles, le samedi 05 novembre 2016.

Entouraient le président, Messieurs Jean Ndouanis, premier secrétaire politique adjoint aux affaires extérieures et des Gabonais de la diaspora, Aimé Jocelyn Stevy Nziengui Nziengui, coordinateur Europe, Abel Moumbondji, coordinateur fédéral Bruxelles-Wallonie, rapporteur des travaux. Ouvrant les travaux, le président a fait au conseil une communication sur les questions d'actualité. A ce titre, il a informé les participants sur la vague d'arrestations entreprise à Libreville contre les membres de la rédaction du journal *Echos du Nord*, ainsi que contre tout le personnel administratif trouvé sur les lieux, à la suite de la parution du mercredi 03 novembre 2016.

Sans qu'il ne soit nécessaire d'examiner les propos incriminés, le conseil a marqué son dépit devant cette escalade dans la négation de l'Etat de droit, définitivement érigée en système de gouvernement au Gabon, au sortir de la dernière élection présidentielle, objet de l'analyse du journal.

Perpétrée au nom d'une responsabilité pénale, toujours encourue à titre individuel, la rafle collective d'une rédaction pour répondre du propos d'un journaliste témoigne amplement, à la face du monde, de la dérive autoritaire installée à Libreville.

Dans un contexte régional qui interpelle l'Afrique sur la question de la dépenalisation des délits de presse, en tant qu'exigence de la liberté d'expression et indicateur pertinent de la société démocratique, ces arrestations ciblées mettent tout le monde d'accord sur la véritable nature du régime issu de l'élection de 2016, en même temps qu'elles offrent les éléments d'appréciation suffisants sur la crédibilité des offres de dialogue proposées pour décrier le climat social.

Convoquant la convention des Nations-unies contre la torture, signée et ratifiée sans réserve par le Gabon, le Conseil a exprimé sa vive inquiétude devant les témoignages graves et concordants, sur les traitements inhumains et dégradants qui marquent le régime de détention des personnes identifiées comme hostiles au régime.

Sur ce point, le Conseil a appelé à l'urgence d'une enquête indépendante pour prouver des situations de sodomie et de tortures, dont la planification et l'exécution ont été signalées avec insistance.

En marge des questions d'actualité, le Conseil a délibéré sur les points relatifs à l'agenda du président et à la dynamisation du parti, qui feront l'objet d'une restitution interne.

Fait à Bruxelles, le 05 novembre 2016

Le rapporteur des travaux, Abel Moumbondji

